

Rapport d'activité 2006

**Bureau OMS pour la préparation et la réponse des pays aux épidémies,
Lyon, France**

Département Alerte et action en cas d'épidémie et de pandémie



**Organisation
mondiale de la Santé**

© Organisation mondiale de la Santé, 2007
Bureau OMS de Lyon pour la préparation et la réponse des pays aux épidémies
58, avenue Debourg, 69007 Lyon, France
Tél : +33 (0)4 72 71 64 70 - Fax : +33 (0)4 72 71 64 71 - Courriel : oms@lyon.who.int
Tous droits réservés.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation mondiale de la Santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes en pointillé sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

La mention de firmes et de produits commerciaux ne signifie pas que ces firmes et ces produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé, de préférence à d'autres de nature analogue. Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

L'Organisation mondiale de la Santé a pris toutes les dispositions voulues pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation dudit matériel incombe au lecteur. En aucun cas, l'Organisation mondiale de la Santé ne saurait être tenue responsable des préjudices subis du fait de son utilisation.

Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que les auteurs cités nommément.

Imprimé à Lyon, France

Crédit photos

Sauf indication contraire, toutes les cartes, figures et photographies ont été produites par des membres du personnel de l'OMS.

Création-réalisation

Agence Crayon Bleu : +33 (0)4 72 61 09 99

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Introduction | 5 |
| Le Règlement sanitaire international : de nouveaux enjeux pour le Bureau OMS de Lyon | 6 |
| Domaines de travail | 7 |
| Revue des activités 2006 | 8 |
| Mise en œuvre du RSI(2005) | 8 |
| Soutien aux pays | 11 |
| Réseaux de compétences | 13 |
| Formation | 18 |
| Outils de référence mondiaux | 20 |
| Soutenir la réponse de l'OMS aux épidémies et aux risques sanitaires | 21 |
| Activités transversales | 23 |
| Développements futurs | 25 |
| Résumé financier | 26 |
| Annexes | 27 |
| Annexe 1 : Organigramme du Bureau OMS de Lyon | 27 |
| Annexe 2 : Principales activités menées dans les pays en 2006 | 28 |
| Annexe 3 : Donateurs | 29 |
| Annexe 4 : Institutions collaboratrices | 30 |

INTRODUCTION

En 2006, la santé publique a souvent fait la une des nouvelles, avec les graves flambées de grippe aviaire parmi les populations d'oiseaux, la transmission du virus à l'être humain (263 cas signalés au 31 décembre 2006, dont 158 mortels) et la menace bien réelle d'une pandémie de grippe humaine.



© Crayon Bleu

2006 a été une année de changement pour l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Au niveau de l'organisation tout entière, la triste et brutale disparition de son Directeur général, le Dr Lee Jong-wook, le 22 mai 2006, a représenté un bouleversement inattendu de son leadership. Au Bureau OMS de Lyon pour la préparation et la réponse des pays aux épidémies, 2006 a vu la consolidation de ses cinq premières années d'activité ainsi qu'une réorientation décisive des activités futures liées à la sécurité sanitaire mondiale et au Règlement sanitaire international révisé (RSI(2005)).

Historique du Bureau OMS de Lyon

Le Bureau OMS de Lyon (LYO) a été inauguré le 8 février 2001 avec un financement d'une durée initiale de cinq ans. Le 13 avril 2005, une nouvelle Déclaration de partenariat a été signée par le ministère français de la Santé et des Solidarités, le ministère français des Affaires étrangères, la Région Rhône-Alpes, le Département du Rhône, le Grand Lyon, l'Institut Pasteur et l'OMS, qui réaffirmait les engagements politiques et financiers à l'appui des activités de LYO pour une nouvelle période de cinq ans. En outre, un accord quadripartite entre l'OMS et les trois partenaires locaux (la Région Rhône-Alpes, le Département du Rhône et le Grand Lyon), ainsi que des accords individuels entre l'OMS et chacun des partenaires susmentionnés, ont été finalisés et ratifiés en 2006.

En plus des contributions significatives du Gouvernement français, un soutien précieux aux activités de LYO a également été apporté par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas, et ainsi que par des fondations privées et autres institutions (une liste complète figure à l'Annexe 3).

LYO, bien que géographiquement situé en France, fait partie intégrante, sur le plan organisationnel, du Siège de l'OMS, au sein du Département Alerte et action en cas d'épidémie et de pandémie (EPR), groupe des Maladies transmissibles. Depuis novembre 2006, le Bureau OMS de Lyon appartient au Programme de Coordination pour le RSI. Les nouvelles responsabilités conférées à LYO en matière de soutien au renforcement de la sécurité sanitaire nationale sont conformes aux principaux domaines de travail de l'OMS qui ont été relevés par le Dr Margaret Chan, nouveau Directeur général de l'OMS, dans son discours du 9 novembre 2006.

LE RÈGLEMENT SANITAIRE INTERNATIONAL : DE NOUVEAUX ENJEUX POUR LE BUREAU OMS DE LYON

Le Règlement sanitaire international (RSI(2005)), adopté par l'Assemblée mondiale de la Santé en mai 2005, établit un cadre juridique international pour la riposte mondiale à tout événement de santé publique de portée internationale. Les Etats Membres de l'OMS se sont engagés à développer des capacités de base essentielles, aux niveaux national, intermédiaire et périphérique, pour la détection, l'investigation et la réponse précoces en cas d'événements tels que des épidémies pouvant potentiellement se propager sur le plan international.

Le RSI(2005) prend en compte les nouvelles préoccupations de sécurité sanitaire comme le SRAS ou la menace de grippe pandémique. La sécurité sanitaire mondiale est devenue une priorité pour l'OMS et ses Etats Membres.

En fait, étant donné la menace croissante de grippe pandémique, la Cinquante-Neuvième Assemblée mondiale de la Santé qui s'est tenue en mai 2006 a adopté une résolution invitant les Etats Membres à appliquer immédiatement, sur une base volontaire, les dispositions du RSI(2005) relatives à la préparation et l'action en matière de grippe pandémique.

Sur le plan national, l'alerte et l'action précoces et adéquates en cas d'urgences sanitaires exigent la mobilisation de capacités nationales afin :

- de détecter rapidement la menace de survenue d'une maladie inhabituelle ;
- d'activer rapidement le processus de vérification et l'investigation technique ;
- de fournir des informations en temps utile à tous ceux qui en ont besoin, notamment pour l'évaluation des risques ; et
- de mettre sur pied une réponse appropriée et opportune.

L'OMS, en collaboration avec ses partenaires internationaux, fournit une orientation, établit des normes, élabore des outils et des directives, et apporte un soutien aux Etats Membres individuels pour le renforcement des systèmes nationaux d'alerte et d'action.

LYO a l'expertise et l'expérience spécifiques nécessaires au renforcement des capacités nationales, et peut contribuer de manière significative à la mise en œuvre du RSI sur le plan mondial, en soutien aux bureaux de l'OMS régionaux et nationaux. Ainsi, l'objectif fondamental du Bureau est de consacrer toutes ses ressources au soutien en matière de la mise en œuvre du RSI(2005) au niveau pays et de jouer un rôle de coordination technique sur le plan mondial.



Assemblée générale de l'OMS, mai 2006

DOMAINES DE TRAVAIL

Grâce au soutien continu du Gouvernement français, des trois partenaires locaux et d'autres donateurs importants (voir liste complète à l'Annexe 3) ainsi que des partenaires techniques (voir liste complète à l'Annexe 4), LYO s'appuie sur les enseignements tirés de ses cinq premières années d'activité et les applique à la mise en œuvre du RSI(2005).

La mission de LYO est de coordonner et d'appuyer les efforts de l'OMS pour renforcer les systèmes nationaux de surveillance et d'action afin de permettre à tous les pays de détecter, d'évaluer, de notifier les événements pouvant constituer une urgence de santé publique de portée internationale, et d'y répondre.

Les années précédentes, les activités de LYO ont été résumées et présentées selon quatre domaines principaux :

- soutien aux pays ;
- réseaux de compétences ;
- formation ; et
- outils de référence mondiaux.

Cette matrice organisationnelle est conservée dans ce rapport, et une section décrivant les activités liées à la mise en œuvre du RSI en 2006 a été ajoutée.

Reconnaissant la réorientation vers le RSI, et sur la base de l'expérience et des enseignements tirés au cours de ses cinq premières années d'existence, LYO se focalisera désormais sur le renforcement des capacités nationales essentielles en :

- aidant à la mise en œuvre de la gestion totale de la qualité dans les laboratoires de santé publique, avec l'accent sur l'évaluation externe de la qualité, la formation et les projets de jumelage entre laboratoires ;
- élaborant des directives pour l'application des nouvelles exigences liées aux points d'entrée (aéroports, ports et postes-frontières) ; et
- apportant une formation et un enseignement relatifs à la sécurité sanitaire mondiale et au RSI(2005) ; améliorant les compétences des différents acteurs du RSI, notamment des institutions qui servent de point focal national RSI, des épidémiologistes, des spécialistes de laboratoire et autres hauts responsables de la santé publique, ainsi que des professionnels hors du domaine de la santé, tels que les juristes, les décideurs et l'industrie.

Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre globale du RSI sont également basés à Lyon et sont situés au cœur de la préparation du rapport annuel sur les progrès de la mise en œuvre du RSI à présenter à l'Assemblée mondiale de la Santé.

Les activités transversales communes à tous les domaines de travail de LYO, et qui les sous-tendent, sont notamment : la communication, les relations avec les médias et le plaidoyer ; et la gestion et l'administration (voir l'organigramme de LYO à l'Annexe 1).

REVUE DES ACTIVITÉS 2006

Mise en œuvre du RSI(2005)

Une grande partie de l'expérience acquise au cours des cinq premières années de LYO pourra être utilisée pour aider les pays à appliquer les nouvelles dispositions du RSI(2005). S'appuyant sur cette expérience, et sur la collaboration active existante avec les bureaux régionaux de l'OMS, LYO a coordonné et participé en 2006 à plusieurs activités liées à la mise en œuvre du RSI.



Consultation internationale sur le RSI(2005), Lyon, mai 2006

Consultation internationale

En mai 2006, LYO a organisé une consultation internationale sur le renforcement des capacités nationales en matière de préparation et de réponse aux épidémies pour appuyer la mise en application dans les pays du Règlement sanitaire international (RSI). L'objectif global consistait à identifier les meilleures approches stratégiques pour améliorer les capacités nationales d'alerte et d'action en cas d'épidémie dans le contexte du RSI(2005). Les conclusions ont été résumées dans une série de recommandations aux Etats Membres et à l'OMS.

Pour guider les activités de l'OMS, trois phases ont été envisagées :

1. Activités de planification et d'établissement de programmes critiques incluant, mais sans y être limitées, l'adaptation d'outils d'évaluation existants aux exigences nationales principales en matière de RSI, l'élaboration de documents direc-

teurs concernant les capacités essentielles, la préparation d'un cadre de suivi et d'évaluation, et le lancement de la formation d'experts nationaux et internationaux visant à permettre l'évaluation nationale des capacités essentielles liées au RSI.

2. Apporter un soutien aux évaluations nationales des capacités essentielles aux pays appliquant le RSI(2005), et élaborer des directives et des matériels de formation.
3. Poursuite des activités en cours, en particulier dans les domaines du soutien aux pays et du suivi des progrès réalisés.

Le texte intégral des recommandations figure dans le rapport de la réunion, intitulé *Renforcement des capacités nationales de préparation et d'action en cas d'épidémie en vue d'appliquer au niveau national le Règlement sanitaire international (RSI(2005))*,

Rapport d'une réunion de l'OMS, Lyon, France, 2-5 mai 2006. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2006 (WHO/CDS/EPR/LYO/2006.4) (disponible uniquement en ligne).

Appui aux stratégies régionales pour la mise en oeuvre du RSI

LYO collabore avec les bureaux régionaux de l'OMS dans la réorientation de leurs stratégies régionales et dans l'adaptation au RSI(2005) des outils existants pour le développement des capacités nationales d'alerte et d'action. La participation aux réunions et activités résumées ci-dessous a représenté en 2006 une part importante de la collaboration dans ce domaine.

Cinquième atelier régional du Projet de surveillance des maladies transmissibles en Europe sud-est à Sofia, Bulgarie

Les objectifs comprenaient notamment une discussion sur l'application du RSI au niveau national, spécifiquement en relation avec les capacités essentielles et la législation dans la situation actuelle.



© Crayon Bleu

Réunion conjointe des Réseaux sous-régionaux de surveillance des maladies infectieuses émergentes/réémergentes à Atlanta, Etats-Unis d'Amérique

Les questions abordées étaient notamment les suivantes :

- les risques et opportunités dans les situations d'urgence liées aux flambées ;
- les défis à relever lors d'une pandémie de grippe ;
- les enseignements tirés et la nécessité d'une

riposte coordonnée aux situations d'urgence liées aux flambées ;

- les objectifs à long terme pour la collaboration entre les laboratoires de santé publique et les réseaux de surveillance.

Première réunion du Groupe consultatif technique Asie/Pacifique sur les maladies infectieuses émergentes

Parmi les objectifs figuraient l'examen et la révision du projet OMS de Plan régional pour la mise en oeuvre de la Stratégie de lutte contre les maladies émergentes pour l'Asie et le Pacifique (SMEAP), notamment les priorités et cibles régionales. Le plan de travail de la SMEAP servira de référence pour la mise en oeuvre du RSI et le groupe consultatif technique a souligné que les pays devraient élaborer des plans de la mise en oeuvre pour le RSI.

Atelier sur « L'état de la gouvernance nationale relative au nouveau Règlement sanitaire international », Ottawa, Canada

Un partenariat a été établi entre l'Agence de santé publique du Canada et trois universités (Université Queen's, Université de Toronto et Université de Victoria) pour parrainer un projet visant à examiner dans quelle mesure les pays fédéraux disposent d'un système de gouvernance qui leur permettra d'appliquer efficacement le RSI(2005), avec un accent particulier sur la lutte contre les pandémies.

Consultation informelle sur la surveillance et la réponse au Bureau régional OMS pour le Pacifique occidental

Les objectifs de cette réunion informelle comprenaient notamment la définition des capacités de base essentielles dans la SMEAP pour la surveillance et la réponse qui doivent être atteintes au niveau pays d'ici à 2010. Il a été noté que les exigences liées au RSI(2005), les estimations initiales, les plans de travail et les processus de suivi sont similaires à ceux de la SMEAP et la mise en oeuvre de la SMEAP permettra d'appliquer efficacement les capacités essentielles en matière de RSI(2005) au niveau pays.

Mission à Bangkok, Thaïlande

Cette mission de trois mois avait pour but de conseiller la sous-unité Maladies transmissibles surveillance et action du Bureau régional OMS de l'Asie du sud-est (SEARO) à propos des actions requises pour l'application du RSI(2005). Une proposition concernant la mise en oeuvre du RSI dans des pays choisis appartenant à cette Région a été soumise au Bureau régional pour discussion et approbation.

Question des points d'entrée internationaux

C'est un domaine de l'application du RSI(2005) qui sera coordonné par LYO. En préparation de cette activité le Secrétariat du RSI de l'OMS a organisé la deuxième réunion du Groupe de travail informel « transports » sur la question des points d'entrée internationaux conformément au RSI(2005), tenue à Vancouver, Canada (28 novembre-1er décembre 2006). Les conclusions de cette réunion portent notamment sur :

- la création d'un groupe consultatif stratégique sur les points d'entrée avec pour objectif d'identifier les problèmes et les enjeux qui se posent à l'OMS dans ce domaine et d'apporter des conseils ;
- les progrès accomplis dans le développement de directives concernant les ports, les aéroports et les postes-frontières ; et
- une discussion sur la création d'un outil permettant de conserver la trace des passagers des vols aériens, à l'usage des autorités sanitaires nationales. Les données seront également disponibles pour l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'OMS.

Elaboration de modules de formation pour le RSI(2005)

Avec le soutien des départements et unités de l'OMS concernés, deux modules de formation sont en préparation : notamment un cours d'introduction ciblant le personnel de l'OMS, les décideurs, les professionnels de secteurs tels que la santé, les transports et la sécurité ; et un cours destiné aux points focaux nationaux RSI. Chaque module contient des matériels spécifiques à chaque public, à utiliser en face à face ou à distance (format e-apprentissage), ainsi que des matériels pour les formateurs. La formation sera dispensée par LYO, les bureaux OMS dans les régions et les pays, ainsi que par les institutions partenaires.

En outre, une analyse des besoins spécifiques en formation a été lancée. La nécessité de disposer de connaissances spécialisées et d'expertise a déjà été identifiée dans des domaines tels que l'évaluation des capacités nationales, les points d'entrée, les aspects juridiques, et les opérations liées au RSI(2005). L'analyse des besoins sera achevée et des modules de formation appropriés seront élaborés dès 2007.



© Crayon Bleu

Soutien aux pays

Le renforcement des capacités nationales implique une collaboration entre les autorités nationales, l'OMS et les autres partenaires techniques. Les activités de soutien aux pays de LYO peuvent se résumer à plusieurs étapes clés : évaluation des capacités actuelles de surveillance et d'action en cas de maladies à potentiel épidémique ; élaboration et mise en œuvre de plans d'action ; surveillance continue et évaluation des progrès ; et suivi.

Si au cours des années précédentes le travail était dirigé plus particulièrement sur l'évaluation et l'élaboration de plans d'action, en 2006 un accent particulier a été mis sur le suivi et l'évaluation. Une nouvelle phase d'évaluation nationale est prévue pour 2007 en collaboration avec les bureaux régionaux dans le cadre de la mise en œuvre du RSI(2005).

Programme intégré de développement des capacités pour spécialistes de laboratoire – suivi et évaluation dans les pays

Ce programme a été la pierre angulaire des activités de LYO. Il rassemble des hauts responsables des laboratoires de santé publique dans des pays en développement pour une formation de deux ans, en alternant des périodes de formation à Lyon et des activités dans les pays des participants (il est décrit en détail dans le Rapport d'activité 2004). Depuis 2001, 29 pays repartis en quatre cohortes ont participé au programme et sont aujourd'hui des acteurs du développement des capacités de leurs laboratoires.



Cours de formation pour les spécialistes de laboratoire, Région OMS de l'Afrique, Lyon, novembre 2001

Une stratégie active de suivi a été élaborée par le biais de visites sur place pour aider à la mise en œuvre des programmes locaux et d'un soutien à distance en fournissant des ressources par le biais du portail Internet (www.who.int/labresources).

Impact du programme

Pour passer en revue l'impact global du programme, des données ont été recueillies au moyen de visites dans les pays, pendant les périodes de formation, par des contacts par courriel et téléphone, et à l'aide de questionnaires. Sur les 29 pays participant au programme, le contact a été perdu avec trois d'entre eux pour cause de guerre ou parce que les stagiaires avaient quitté le programme. Les données reflètent donc l'impact dans les 26 pays restants. Le rapport du programme pour 2001-2006 a été achevé et un manuscrit est en préparation pour être publié. Des données choisies sur l'impact du programme sont résumées dans le tableau ci-dessous :

| Activités entreprises dans les pays participant au programme | Nombre (%) de pays |
|---|--------------------|
| Décret établissant un réseau national de laboratoires | 18 (64) |
| Projets de coopération établis avec des partenaires de financement | 13 (50) |
| Création et maintenance d'une connexion Internet entre les laboratoires | 23 (88) |
| Procédures opératoires standardisées disponibles au laboratoire central | 19 (73) |
| Collaboration entre le personnel de laboratoire et les épidémiologistes | 21 (81) |
| Visites de supervision aux laboratoires de district | 18 (69) |

Plus de 2700 personnels de laboratoire formés

La stratégie de formation des formateurs adoptée par LYO a généré un nombre important d'ateliers de formation dans les pays des participants, à l'aide des matériels de formation de LYO. Sur les 22 pays dans lesquels une formation « en cascade » a eu lieu, 20 ont fourni des données qui ont permis d'estimer qu'au moins 2767 personnels de laboratoire avaient reçu une formation sur des thèmes tels que les procédures de diagnostic spécifiques pour les maladies à potentiel épidémique, la gestion de la qualité, et la biosécurité.

Leadership dans les pays

Dans plusieurs pays, les participants au Programme de LYO ont été impliqués dans des activités de formation au niveau du pays tout entier, soit par le biais de la sélection et de la participation à des programmes de développement des capacités financés par des partenaires internationaux, par exemple :

- Cap-Vert – Programme national de surveillance financé par le Gouvernement luxembourgeois ;
- Géorgie – Programme de développement des capacités financé par la Banque mondiale ;
- Jordanie – Initiative de soins de santé primaires financée par la Banque mondiale ;
- Roumanie – Projet PHARE financé par l'Union européenne ;

soit par la promotion des participants à des postes de responsabilité dans des réseaux nationaux de surveillance/ou de laboratoire, par exemple :

- République islamique d'Iran – Directeur de la section des laboratoires au Centre iranien de lutte contre les maladies ;
- Fédération de Russie – Chef du Laboratoire national pour les pathogènes dangereux.

En conclusion

Une analyse coûts/avantages de la stratégie adoptée au sein de ce programme montrerait probablement sa supériorité par rapport à une succession classique de séances de formation isolées sans aucun engagement des individus à mener des activités dans leur pays et sans le rôle de mentors joué par les organisateurs de la formation.

Plan d'action pour le renforcement des capacités de laboratoire en Asie centrale

En novembre 2006, le Bureau régional OMS de l'Europe (EURO) et LYO ont participé à un atelier organisé par le Centre international pour la science et la technologie à Bishkek, Kirghizistan, afin de rechercher avec les pays de la région et les partenaires internationaux les moyens d'améliorer les capacités de surveillance au laboratoire par des programmes communs ou en collaboration au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan.

Mise en œuvre de plans d'action – le projet de renforcement des capacités de laboratoire post-tsunami à Banda Aceh, Indonésie



Laboratoire de santé publique à Banda Aceh, Indonésie

À la suite de l'élaboration d'un plan d'action en 2005 pour la mise en œuvre d'un système de surveillance et d'alerte à Banda Aceh (décrit dans le Rapport d'activité 2005), LYO, SEARO, le bureau national OMS à Djakarta et le bureau installé par l'OMS à Banda Aceh ont facilité un projet de développement des capacités des laboratoires de microbiologie. Les personnels de laboratoire ont été formés localement et à l'étranger afin d'améliorer leurs capacités et de leur permettre d'acquérir des compétences en techniques de diagnostic, gestion de laboratoire, et biosécurité. Des discussions préliminaires ont été menées avec la Société américaine de microbiologie pour qu'elle apporte son appui au projet. Des discussions sont également en cours pour établir une collaboration entre l'École de médecine de l'Université Syiah Kuala, Banda Aceh, et l'Université de Sydney, Australie.

Réseaux de compétences

L'enjeu consistant à renforcer les capacités nationales de détection et de réponse aux maladies transmissibles à potentiel épidémique est bien trop vaste pour être entrepris par des groupes isolés ou des organisations travaillant seules. Le maillage est un moyen efficace de rassembler l'expertise au profit de la santé aux niveaux national et mondial. L'OMS joue un rôle décisif en rassemblant des experts venus d'horizons différents pour leur permettre de partager leurs connaissances et leur expérience par le biais de réseaux de compétences. La technologie de l'Internet permet à certaines de ces activités d'être effectuées en réseaux « virtuels ».

De nombreuses activités menées par LYO dans ce domaine en 2006 impliquent l'organisation de réunions de nouveaux réseaux ou de réseaux déjà bien établis, et/ou la participation à ces réunions.

Réseau du Programme de formation à l'épidémiologie de terrain (FETP)

En novembre 2006, LYO a participé à la Quatrième conférence scientifique mondiale TEPHINET (Réseau de programmes de formation en épidémiologie et en interventions de santé publique) qui s'est tenue à Brasilia, Brésil, au cours de laquelle des stagiaires, inscrits dans différents FETP, ont présenté le travail qu'ils avaient effectué sur le terrain sur les maladies transmissibles et non transmissibles. La réunion a également permis de mener des discussions avec des partenaires dans le domaine de la formation à l'épidémiologie de terrain, en particulier avec les Centers for Disease Prevention and Control des Etats-Unis d'Amérique, ainsi qu'avec les FETP et leurs réseaux régionaux, et le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. Les questions de l'élaboration de matériels de formation, la mise en œuvre d'un programme francophone de formation en épidémiologie en Afrique, et la participation à la coordination du FETP ont été abordées.

Surveillance intégrée de la maladie et de la riposte (SIMR) en Afrique

LYO a participé à Atlanta, Etats-Unis d'Amérique, à la réunion régulière des partenaires du programme SIMR du Bureau régional OMS de l'Afrique (AFRO). Les priorités adoptées sont les suivantes :

- démarrage des activités SIMR au niveau des districts ;
- développement des capacités de réponse aux épidémies au niveau pays ; et
- plaidoyer et mobilisation des ressources, avec un accent mis sur la grippe et la mise en œuvre du RSI.

Un plan de travail conjoint pour le renforcement des activités SIMR a été rédigé et la possibilité de partager les expériences SIMR entre l'Asie et l'Afrique a été discutée.

Plusieurs initiatives récentes de renforcement de la surveillance et de la capacité de riposte des laboratoires (par exemple, Réseau de Métrologie sanitaire, Global Disease Detection, Sustainable Sciences Institute) ont été présentées. Il a été reconnu que la coordination entre les initiatives, telles que la SIMR ou le Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie, était nécessaire.

Collaboration inter-pays pour la surveillance, la préparation et la lutte en cas d'épidémie

Il s'agit de l'évaluation d'un projet soutenu par la Fondation des Nations Unies, portant sur le renforcement de la collaboration inter-pays parmi les pays des Grands Lacs en Afrique et les pays du bassin du Mékong en Asie. Le projet s'appuie sur les initiatives SIMR en Afrique et SMEAP en Asie et dans le Pacifique, qui ont montré des bons résultats. Il aborde directement certaines capacités essentielles requises par les Etats Membres pour la mise en œuvre du RSI(2005). Une des principales forces du projet s'est révélée être la coordination étroite avec les bureaux régionaux de l'OMS et la collaboration avec des projets similaires dans les deux zones géographiques. Le manque de ressources financières, en particulier pour s'attaquer au renforcement des capacités de laboratoire, représente toujours un point faible important. La nécessité d'améliorer les systèmes de communication a également été relevée.

les laboratoires de l'Institut Pasteur, Cambodge, et de l'Institut de recherche pour la médecine tropicale, Philippines, des méthodes et des normes du WHO Methods Manual for Quality Control Testing of Malaria Rapid Diagnostic Tests. L'évaluation des deux laboratoires a donné des résultats satisfaisants.

Participation à des réunions internationales sur l'EEQ

LYO a donné des présentations sur les « Plans EEQ – contribution de l'OMS et attentes » lors du Symposium sur l'évaluation et le contrôle de la qualité en biologie médicale qui a eu lieu au Centre Suisse de Contrôle Qualité (CSCQ) à Genève, Suisse; et « Le passé, le présent et l'avenir des EEQ » lors de la conférence internationale INSTAND (Société allemande pour la promotion de l'assurance qualité dans les laboratoires médicaux) à Düsseldorf, Allemagne. INSTAND et le CSCQ ont une riche expérience dans le domaine de l'EEQ et mènent des activités qui y sont liées en tant que Centres collaborateurs OMS.

Des discussions ont également été menées avec COLA (une organisation étasunienne dont le but est de promouvoir l'excellence en biologie médicale et prise en charge des patients par l'intermédiaire d'un programme d'éducation volontaire, de consultation et d'accréditation) sur la possibilité de mettre sur pied un projet destiné à tester un plan d'accréditation dans les laboratoires des pays en développement. Les normes actuelles (américaines ou européennes) sont très élevées et risquent d'être difficiles à atteindre pour les pays en développement ; un système basé sur une approche graduelle pourrait leur permettre de participer avec plus d'efficacité à l'effort mondial de normalisation des laboratoires.

Centre de ressources pour les laboratoires de santé publique : progrès réalisés en 2006

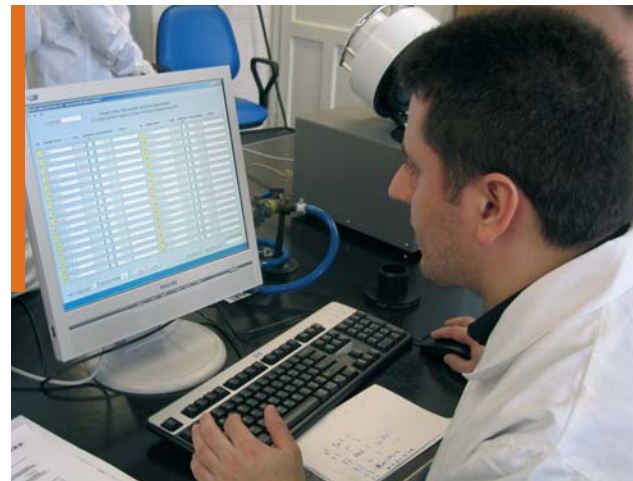
Cet outil basé sur l'Internet (www.who.int/labresources), disposant de ressources (par exemple, directives, présentations, liens Internet utiles dans le domaine des laboratoires) ainsi que d'un espace de travail pour animer des forums de discussion, a été mis à la disposition des participants aux programmes de LYO en 2004 avec le soutien du

département de l'OMS Technologies de l'information et télécommunications. En 2006, l'outil a été amélioré tant en termes de caractéristiques techniques que pour amener en ligne de nouveaux groupes d'utilisateurs. La City University de Londres, Royaume-Uni a été engagée pour évaluer cet outil.

Résumé de l'évaluation

Contenu : Labresources a été décrit par les répondants comme un site web prisé pour la recherche d'informations relatives à la santé publique. En général, les utilisateurs étaient satisfaits de ses caractéristiques, des langues (français et anglais), de l'organisation et du contenu du site. En revanche, près du quart des répondants pensaient que le site web était trop complexe et que cela constituait une barrière à son utilisation. Il a été conclu qu'un 'robodemo' pourrait être un élément utile pour guider les utilisateurs à travers les différentes étapes du site. D'autres suggestions intéressantes ont été collectées au sujet du contenu, des questions fréquemment posées et de l'information sur les actualités.

Accès : L'accès Internet dans les pays utilisateurs de l'outil est principalement à bas débit, et des problèmes ont été constatés, notamment un téléchargement lent des pages ou fichiers, en particulier des fichiers pdf et Powerpoint. Cela s'est révélé moins problématique dans les pays d'Europe de l'est que dans les pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Les fournisseurs de Labresources peuvent aider à résoudre ce problème en s'efforçant de limiter au maximum la taille des fichiers.



Un spécialiste de laboratoire devant son ordinateur

L'évaluation a été globalement positive, et les utilisateurs ont fait des commentaires constructifs pour l'amélioration du site.

Toutefois, un défi plus immédiat est la nécessité d'élaborer un site web répondant aux besoins liés à la mise en œuvre du RSI(2005) ; certaines parties seront accessibles au public alors que l'accès restera limité pour d'autres. Des tests sur des plates-formes possibles sont en cours et Moodle pourrait représenter la solution ; il sera installé sous peu pour une étude pilote.

Partenariats et jumelage entre laboratoires : progrès réalisés en 2006

Le but du programme est de renforcer les capacités de laboratoire pour l'alerte et l'action en cas d'épidémie par l'établissement de projets de jumelage entre des laboratoires développés et moins développés et de créer un réseau de partenariat. A cette fin, un Appel à expression d'intérêt a été lancé en février 2006 et 121 propositions ont été reçues en provenance du monde entier (84 de laboratoires à ressources limitées et 37 d'institutions spécialisées). Parmi ces propositions initiales, 81 ont été sélectionnées sur la base de critères prédéterminés, des paires de partenaires ont été identifiées, et 45 projets potentiels de jumelage ont été proposés. Ces partenaires ont été encouragés à soumettre une proposition conjointe de jumelage. Vingt-sept propositions conjointes ont été reçues en novembre 2006 et ont été passées en revue lors de la réunion du Comité d'orientation du réseau de partenariat de laboratoires qui s'est tenue à Lyon les 18-19 décembre 2006. Onze propositions ont été sélectionnées pour un financement, et des recommandations ont été formulées pour quatre propositions en vue de leur amélioration qui pourraient leur permettre d'être sélectionnées ultérieurement. Les projets choisis recevront chacun US\$ 30 000 en tant que « fonds de démarrage » et un appui pour une visite au laboratoire à ressources limitées afin de finaliser le projet et de rencontrer les autorités sanitaires et les partenaires potentiels pour discuter de leur soutien à long terme.

De nouveaux partenaires

De plus, des efforts ont été menés pour identifier de nouveaux partenariats de jumelage et de nouvelles sources de financement : par exemple, avec l'Agence française de développement, l'Association américaine des laboratoires de santé publique (APHL), la Société américaine de microbiologie (ASM), le Groupe coopératif sur les salmonelles pour la région méditerranéenne et le sous-continent indien, et d'autres.

L'ASM a accepté d'aider à identifier des laboratoires d'institutions spécialisées pour l'établissement de partenariats avec des laboratoires dans des pays à ressources limitées (en particulier des pays hispanophones) et de chercher des financements possibles à l'appui de ces projets de jumelage. L'APHL est membre du Comité d'orientation du Bureau OMS de Lyon sur le projet de jumelage entre laboratoires et a offert son soutien pour engager ses membres dans des projets de jumelage.

Le projet de jumelage entre laboratoires a également été présenté lors d'une réunion avec les directeurs de projets santé avec l'Agence européenne pour la reconstruction (EAR) et l'équipe responsable du projet financé par l'Union européenne « Renforcement des services de laboratoires de santé publique (SSPHL) en Serbie et au Monténégro ». Il a été convenu que l'initiative de jumelage soutiendrait le projet SSPHL en renforçant deux instituts, et que des ressources en provenance de l'OMS et de l'EAR pourraient être réunies, à la condition d'escompter des résultats communs. L'EAR pourrait aussi faciliter l'accès à d'autres donateurs bilatéraux potentiels lorsque les projets de jumelage seront finalisés.

Réseaux de laboratoires

LYO a aidé à organiser une réunion au Caire les 12-13 décembre 2006, accueillie dans les locaux du Bureau régional OMS de la Méditerranée orientale (EMRO) et parrainée par les CDC, afin de créer un réseau de laboratoires pour la surveillance et le diagnostic des pathogènes transmis par les aliments à l'aide des techniques modernes de biologie

moléculaire. Des directeurs de laboratoires de santé publique et des épidémiologistes en provenance de dix pays de la région ont rencontré des experts des CDC, de l'Unité 3 de recherche de l'Armée navale des Etats-Unis (NAMRU-3) et de l'OMS afin d'explorer les possibilités de créer et de faciliter un tel réseau. Il a été convenu d'établir un réseau de laboratoires nommé PulseNet Middle-East qui sera lancé tout d'abord avec des labora-

toires disposant d'une bonne infrastructure en techniques de biologie moléculaire, alors que d'autres laboratoires seront accueillis lorsqu'ils seront prêts. Le laboratoire de santé publique d'Oman a été désigné pour coordonner le réseau et planifier un atelier de formation en collaboration avec les CDC et NAMRU-3 pour les spécialistes de laboratoire venant de pays de la Région OMS de la Méditerranée orientale.



Spécialistes de laboratoire de la Région OMS de la Méditerranée orientale

Formation

Les activités de formation entreprises par LYO impliquent de nombreux partenaires, interagissent avec de nombreux programmes, et répondent à de nombreux besoins. Elles comprennent :

- l'organisation et l'animation de séances de formation ;
- l'élaboration de nouveaux modules de formation ; et
- le développement de partenariats pour la formation.

Au sein de ces catégories, les activités menées en 2006 sont résumées ci-dessous.

Un important objectif de LYO est d'appliquer les enseignements tirés de son approche de la formation pour contribuer à la mise en œuvre du RSI(2005) par le biais de l'amélioration des compétences de divers groupes professionnels, à la fois au sein et hors du domaine de la santé.

Organisation et animation de séances de formation

Animation de formation en épidémiologie de terrain

En 2006, LYO a animé :

- Un cours sur la « Surveillance des flambées dans les situations d'urgence » dans le cadre du programme de formation « Coopération civilo-militaire pour les besoins humanitaires » organisé par le Centre Européen de Santé Humanitaire en mai et en novembre 2006 à Lyon, France.

- Un module sur la surveillance épidémiologique des maladies animales « Enjeux de l'épidémiosurveillance à l'international : rôles et fonction de l'OMS », pour l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort et pour le Certificat d'Etude approfondie vétérinaire en pathologie tropicale, en novembre 2006 en France.

- Un module de formation « Epidémiosurveillance », organisé par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, en novembre 2006 à Montpellier, France.

Formation de spécialistes de laboratoire

En 2006, LYO a fourni :

- La coordination et un enseignement « Contrôle de la technologie et assurance qualité en santé tropicale » à l'Université de Bordeaux, France en avril 2006.
- L'animation de cours organisés par le réseau de l'Institut Pasteur, par exemple le cours de formation de niveau III sur la surveillance des maladies transmises par les aliments de Global Salm-Surv en mai 2006 à Saint-Pétersbourg, Fédération de Russie, et

un atelier sur la production d'antisérums contre les salmonelles, en novembre 2006 à Paris, France.

- Une formation à la surveillance des maladies transmissibles à l'Institut tropical suisse, en octobre 2006 à Bâle, Suisse.

- Du matériel de formation et un appui financier pour le cours international de formation organisé par l'Institut Pasteur sur le diagnostic et la surveillance de l'ulcère de Buruli au Cameroun.

- L'animation du cours de formation en bio-sécurité pour les pays d'Europe de l'est et d'Europe centrale, en décembre 2006 à Belgrade, Serbie et Monténégro.

Elaboration de nouveaux modules de formation

- A la lumière de l'épidémie de grippe aviaire, LYO a collaboré avec d'autres départements de l'OMS pour fournir un appui technique à l'élaboration de matériels de formation pour la réponse rapide à la grippe aviaire et à la grippe pandémique. En particulier, LYO a œuvré à la recherche et la création d'une base de données englobant tous les cours de formation existants sur la grippe et à la mise sur pied d'un module de diagnostic en laboratoire. LYO a participé à la formation de formateurs tenue à Bangkok, Thaïlande pour environ 150 participants en provenance des Régions OMS de l'Afrique, des Amériques, de l'Asie du sud-est et du Pacifique occidentale, et au test sur le terrain du module de diagnostic en laboratoire à Moscou, Fédération de Russie.

- Finalisation des modules sur la gestion totale de la qualité (modules complémentaires provenant des CDC et de LYO) pour qu'ils soient intégrés en un seul module et préparés en tant qu'ensemble de formation avec le soutien des CDC. Les modules de formation ciblent trois niveaux différents de l'organisation des laboratoires dans les pays : les directeurs et les administrateurs, les responsables de la qualité, et les techniciens.
- Collaboration avec la Fondation Mérieux au sujet de l'élaboration d'un nouveau module de formation avancée sur les techniques de diagnostic, qui aura la même cible et les mêmes objectifs que le Programme intégré de développement des capacités pour spécialistes de laboratoire, proposé par LYO.
- De nouveaux modules de formation pour le RSI sont en préparation (voir la section « Mise en œuvre du RSI(2005) »).

Développement de partenariats pour la formation

TEPHINET

Participation à la Quatrième conférence scientifique mondiale et réunion du conseil de TEPHINET (voir la section « Réseaux de compétences »).

Partenariats avec des dispensateurs de cours pour une plus large utilisation des matériels de formation

En 2006, le partenariat en cours avec l'Association pour l'Aide à la Médecine Préventive (AMP), Paris, France et Cotonou, Bénin, a débouché sur :

- L'animation du cours AMP intitulé « Utilisation pratique du laboratoire dans la surveillance », un cours sur la biosécurité et le transport d'échantillons, en février 2006.
- La préparation d'un document conceptuel pour l'élaboration d'un programme de formation à l'épidémiologie de terrain et de laboratoire en Afrique.
- L'élaboration d'une deuxième version du cours d'apprentissage à distance (e-apprentissage) sur la biostatistique à paraître en 2007 en anglais et en français.

Réseau mondial de formation pour le développement de la Banque mondiale s'est déclaré intéressé à collaborer avec LYO pour fournir un accès à ses centres d'apprentissage (actuellement au nombre de 100, chacun équipé d'installations de vidéo-

conférence, d'ordinateurs et de connexions Internet) et à ses services et d'utiliser son réseau pour la diffusion de formation (en particulier le module d'introduction sur le RSI).

S'appuyer sur les fondations du Programme de développement des capacités pour spécialistes de laboratoire

(Note : Une évaluation de l'impact de ce programme est présentée à la section « Soutien aux pays ».)

Les collaborations établies en 2004 entre le Laboratoire central du ministère de la Santé de Jordanie et l'Université de Sassari, Italie, et entre le Centre national pour la médecine préventive, République de Moldova et le Laboratoire de bactériologie de l'Hôpital Bichat Claude-Bernard, Paris, France ont continué de se développer pour la troisième année consécutive. Les personnels de laboratoire des deux pays à ressources limitées ont pu assister à des réunions scientifiques et poursuivre leur formation et des activités de recherche dans les laboratoires de leurs partenaires respectifs.



Cours de formation pour les spécialistes de laboratoire, Région OMS de l'Europe, Bucarest, Roumanie

En 2006 un nouveau programme bilatéral a été créé entre l'Institut Cantacuzène à Bucarest, Roumanie et le Laboratoire de bactériologie de l'Hôpital Bichat Claude-Bernard, Paris, France, pour permettre à un jeune microbiologiste roumain de suivre un programme de formation de trois mois à Paris pour apprendre de nouvelles techniques de détection des gènes bactériens responsables de la résistance antimicrobienne.

Outils de référence mondiaux

Le Bureau OMS de Lyon tente de combler les lacunes en élaborant des outils novateurs pour le renforcement des capacités nationales là où ils font défaut et à modifier et appliquer les outils existants, souvent en partenariat avec d'autres organisations. Un résumé des activités entreprises en 2006 figure ci-dessous.

Politique et procédures EEQ

Un document traitant de la politique et des procédures du programme EEQ en microbiologie a été finalisé et sera publié au début 2007. Ce document décrit le programme OMS/NICD d'EEQ en microbiologie et les politiques et procédures actuelles, fournit des exemples de documents techniques, et résume les enquêtes effectuées de juillet 2002 à janvier 2005. (Note : Il ne divulgue pas les résultats individuels des enquêtes passées, qui sont confidentiels.)

Ce document se veut un outil pratique non seulement de référence mais également un modèle pour l'établissement d'autres programmes EEQ. Il s'adresse avant tout aux participants au programme EEQ OMS/NICD, soit les directeurs de laboratoire et le personnel des laboratoires participants et des laboratoires de référence ainsi que le Groupe technique de mise en œuvre du NICD. Il peut également être utile aux personnes qui ont des responsabilités dans le domaine du développement des capacités de laboratoire, tels que :

- directeurs de laboratoires nationaux ;
- personnels de la santé au niveau national chargés des systèmes de qualité et du renforcement des laboratoires ;
- directeurs des programmes nationaux de prévention des maladies ; et
- parties prenantes sur le plan international intéressées à soutenir le renforcement des laboratoires.

Outil pour l'évaluation des laboratoires

L'outil pour l'évaluation des laboratoires, élaboré par LYO en 2004-2005, a été adapté et traduit en chinois par un scientifique détaché par la Chine pour travailler à LYO pendant cinq mois. L'outil a ensuite été utilisé pour mener des évaluations des laboratoires nationaux pour les infections émergentes en Chine.

Logiciel

Un logiciel facile à utiliser pour la production de CD-Roms de matériels de formation a été élaboré et testé sur le terrain par LYO. Le « Do

It Yourself CD-Rom » (CD-Rom Faites-le vous-même) permet la création rapide et aisée de CD-Roms de séances de formation, d'ensembles de formation ou d'ensembles de contenu. Une dizaine de CD-Roms ont déjà été produits à l'aide de ce logiciel, notamment :

- préparation des laboratoires pour les pathogènes à haut risque ;
- questions portant sur les laboratoires destinées aux épidémiologistes ;
- consultation internationale sur la mise en œuvre du RSI.

Finalisation et publication des directives

Les directives suivantes ont été publiées en 2006 :

Communicable disease surveillance and response systems: A guide to monitoring and evaluating. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2006 (WHO/CDS/EPR/LYO/2006.2).

Communicable disease surveillance and response systems. A guide to planning. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2006 (WHO/CDS/EPR/LYO/2006.1).

Setting priorities in communicable disease surveillance. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2006 (WHO/CDS/EPR/LYO/2006.3).

Elles sont disponibles en anglais et seront disponibles en français début 2007 sur : <http://www.who.int/csr/labepidemiology/inforesources/en/index.html>

D'autres documents sont actuellement en cours de finalisation et seront mis sous presse en 2007 :

- directives sur l'alerte et l'action précoces ;
- directives sur les exigences en matière de capacités de base pour l'application du RSI(2005) pour la détection et l'action en cas d'urgences de santé publique de portée internationale (pour des informations supplémentaires, voir la section « Développements futurs ») ; et
- normes et stratégies OMS recommandées sur la surveillance, la prévention et la lutte contre les maladies transmissibles.

Soutenir la réponse de l'OMS aux épidémies et aux risques sanitaires

Pour soutenir les pays, et à la demande des équipes techniques de l'OMS, le personnel de LYO est déployé dans les pays qui ont un besoin urgent d'assistance technique. En 2006, l'épizootie de grippe aviaire et le risque accru d'une pandémie de grippe qui en est résulté ont fait que de nombreux pays se sont tournés vers l'OMS pour obtenir une assistance technique d'urgence. Au cours de la même période, une flambée majeure de chikungunya a sévi dans plusieurs pays de l'Océan indien. Les flambées et les crises majeures sensibilisent les autorités politiques à la nécessité de disposer de systèmes nationaux de surveillance efficaces, ce qui rend les pays plus ouverts à la collaboration et au lancement d'activités à plus long terme.

Grippe pandémique

Viet Nam – système d'alerte précoce pour la grippe aviaire et autres maladies à potentiel épidémique

Le but de la mission, menée par EPR était de définir le protocole d'application d'un système national d'alerte précoce pour les maladies infectieuses émergentes, axé sur la détection précoce des groupes de cas d'infection respiratoire aiguë, et basé sur le réseau existant de systèmes de surveillance. Au cours de la visite, une application informatique a été adaptée au système d'alerte précoce prévu ; ceci a montré les avantages d'un tel outil pour la collecte et l'échange de données, la génération automatique de signaux, la présentation des données et la production de matériel pour la rétro-information. Un plan d'action et un budget pour l'application du système ont été ébauchés et le Gouvernement allemand y apportera son soutien.



© Crayon Bleu

République de Moldova – appui durant l'épizootie de grippe aviaire

Une évaluation de la situation a été demandée par EURO, portant sur la surveillance et la lutte contre la grippe aviaire H5N1 (dans les populations d'oiseaux) ainsi que sur la surveillance, l'état de préparation face au risque de maladie humaine associé à l'infection à virus H5N1, ainsi que sa prévention. Une proposition de projet pour une subvention de la Banque mondiale a également été préparée.

Roumanie – appui durant l'épizootie de grippe aviaire

En collaboration avec EURO et les CDC, une évaluation de la situation a été effectuée (comme en République de Moldova), qui a montré que les mesures de surveillance et de lutte prises à la fois par le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Santé étaient adaptées à la situation. Toutefois, à la lumière du nombre croissant de flambées de grippe aviaire signalées parmi la volaille et du besoin de surveillance et d'action sur le long terme, il a été suggéré de renforcer de manière significative les capacités existantes, particulièrement au niveau périphérique.

Le chikungunya à la Réunion, à Madagascar et à Maurice

Entre le 28 mars 2005 et le 12 février 2006, 1722 cas de chikungunya ont été notifiés par le Réseau de médecins sentinelles de la Réunion, dont 326 cas pour la seule semaine du 6 au 12 février. D'après un modèle mathématique, on estime que 110 000 personnes pourraient avoir été infectées depuis mars 2005 sur l'île de la Réunion, dont 22 000 personnes dans la semaine du 6 au 12 février 2006. Au cours de la première semaine de février, des cas ont également été signalés à Maurice (206 cas) et aux Seychelles (1255 cas).

Une mission de l'OMS a été organisée par l'équipe EPR Opérations d'alerte et d'action avec la participation de LYO, dont le principal objectif était de mener une évaluation de l'épidémie de chikungunya, d'estimer son impact sur le plan de la santé publique à la Réunion et sur d'autres îles affectées dans le sud-ouest de l'Océan indien, et de discuter avec les autorités nationales d'une stratégie coordonnée de surveillance et de lutte au niveau sous-régional. Dans chaque pays, des visites ont été effectuées dans des hôpitaux, des laboratoires et des communautés affectées afin d'évaluer la situation et d'observer l'application des mesures de lutte antivectorielle.

A la suite de la flambée, l'OMS, représentée par LYO et les collègues d'AFRO, et en col-

laboration avec la Commission de l'Océan indien, a organisé un atelier avec les cinq pays de l'Océan indien : Comores, France (la Réunion), Madagascar, Maurice, Seychelles. Les participants, notamment des représentants des Ministères français de la Santé et des Affaires étrangères, ainsi que de l'Agence française de développement, ont échangé leurs expériences nationales sur les épidémies potentielles et les aspects nationaux de l'alerte et de l'action. Le but était de définir une stratégie et d'élaborer une structure pour renforcer les capacités nationales par le biais d'un réseau régional de surveillance, d'alerte et d'action. En outre, le groupe a discuté de la manière de développer les capacités essentielles requises conformément au RSI(2005).



Atelier des cinq pays de la Commission d'Océan indien, Ile de la Réunion, octobre 2006

Activités transversales

Relations avec les médias et plaidoyer

En 2006, LYO a continué à collaborer étroitement avec les partenaires locaux et les médias pour accroître la visibilité de l'OMS parmi le grand public à Lyon et sa région et promouvoir les activités de LYO. Deux importantes conférences de presse ont été organisées sur les thèmes de la lutte contre les infections nosocomiales et la mise en œuvre du RSI(2005), qui ont débouché à leur tour sur une trentaine d'articles dans la presse écrite et quinze rapports télédiffusés et radiodiffusés.



Conférence de presse lors de la consultation internationale sur le RSI(2005), Lyon, mai 2006

Plusieurs documents de plaidoyer, notamment la dernière version du dossier de presse de LYO, ainsi qu'une vidéo de cinq minutes sur les activités de formation, ont été produits en 2006.

A l'occasion de la Journée mondiale de la Santé, qui avait pour thème en 2006 « Travailler ensemble pour la santé », LYO a invité des institutions, organisations et associations locales à participer à un atelier pour débattre de questions concernant le personnel de santé aux niveaux local et mondial.

Les présentations étaient axées en particulier sur différents types de programmes de formation élaborés par les institutions lyonnaises à l'intention du personnel de santé dans les pays à ressources limitées. Une cinquantaine de participants représentant les partenaires locaux y ont assisté, des articles ont paru dans la presse locale et des rapports ont été radiodiffusés.

Gestion et administration

En août 2006, l'OMS et les autorités locales, la Région Rhône-Alpes, le Département du Rhône et le Grand Lyon ont signé la « Convention Cadre de subventionnement pour le développement du Bureau OMS de Lyon ». Par le biais de la signature de la Convention, les quatre partenaires se sont engagés à assurer le financement des coûts de fonctionnement du Bureau jusqu'en 2010.

Technologies de l'informatique et communication

Le système de communication de LYO a été amélioré durant le quatrième trimestre de 2006. L'achat d'un nouveau système PABX a permis l'intégration au Global Private Network de l'OMS, assurant ainsi le meilleur niveau de communication entre le personnel de LYO et celui du Siège de l'OMS à Genève, ainsi que dans les bureaux régionaux et nationaux.

Structure organisationnelle

Le Département Alerte et action en cas d'épidémie et de pandémie, en collaboration avec d'autres départements du Siège de l'OMS et ses homologues dans les bureaux régionaux, est actuellement à l'avant-garde des efforts de l'OMS en matière de la mise en œuvre du RSI(2005). Sa mission est de contribuer à l'édification d'un système sensible et réactif d'alerte mondiale et de réponse, en aidant les Etats Membres à améliorer leurs capacités de détection et d'action en cas d'urgences sanitaires, conformément à leurs obligations liées au RSI(2005). Pour pouvoir répondre à ces deux défis interconnectés, l'OMS a nommé le Dr Guénaël Rodier Directeur du Programme de Coordination pour le RSI à Genève au sein du Département EPR,

groupe des Maladies transmissibles. Plus spécifiquement, il dirigera la coordination d'un Plan stratégique d'action OMS pour la mise en oeuvre du RSI. Afin de faciliter le projet, le Dr Rodier aura la responsabilité du Programme de Coordination pour le RSI, comprenant le Secrétariat du RSI, l'équipe Cartographie de la santé publique et systèmes d'information géographiques et LYO. Un nouvel organigramme de LYO découle de ces modifications (voir Annexe 1).

Locaux à usage de bureaux et équipement

Dans le cadre de la Convention (2005-2010 ; voir ci-dessus), les autorités locales ont accepté de soutenir le doublement de la surface des locaux (1200m² au total) à usage de bureaux et l'achat de l'équipement et du mobilier nécessaires. En 2006, LYO a pu ainsi s'étendre au 4^{ème} étage du bâtiment « Le Challenge » pour permettre l'expansion prévue en termes d'activités et de personnel. Les nouveaux locaux ont été entièrement rénovés et équipés et sont maintenant opérationnels.

DÉVELOPPEMENTS FUTURS

L'année 2006 a été marquée par la menace très réelle d'une pandémie de grippe. Cette menace subsiste ; les pays reconnaissent leur vulnérabilité et la nécessité de disposer des capacités techniques pour affronter ces enjeux potentiellement mortels. La sécurité, et plus spécifiquement la sécurité sanitaire, restera en tête des priorités mondiales dans un avenir prévisible, et figure parmi les priorités du nouveau leadership de l'OMS.

Le RSI révisé a le pouvoir de contribuer à un monde plus sûr, mais pour y parvenir, la mise en œuvre efficace du Règlement est essentielle. L'OMS a été mandatée par ses Etats Membres par le biais des résolutions WHA58.3 et WHA59.2 sur le RSI(2005) et leur application volontaire immédiate. La réussite de la mise en œuvre du RSI(2005) au niveau pays dépendra de l'engagement de tous les acteurs, de la coordination des activités de l'OMS au Siège et dans les bureaux régionaux et les bureaux nationaux, et du renforcement des partenariats techniques existants et du développement de nouveaux.

Sur la base des nouvelles directions stratégiques, les hauts responsables de l'OMS ont intégré LYO dans le Programme de Co-ordination pour le RSI nouvellement créé. Avec les bureaux régionaux, LYO est aujourd'hui confronté au défi que représente la mise en œuvre du RSI(2005) sur le plan mondial.

Les futures activités du Bureau OMS de Lyon seront axées sur les trois domaines d'activité indiqués à la page 7 de ce rapport, visant le même objectif d'appui de la mise en œuvre et de la coordination du RSI(2005) au niveau pays. Les futures échéances clés pour la mise en œuvre du RSI sont les suivantes :

15 juin 2007 : Entrée en vigueur du RSI(2005)

2009 : Tous les pays auront évalué le niveau de leurs capacités essentielles

2012 : Tous les pays auront atteint le niveau requis de leurs capacités essentielles

Conformément à ce qui précède, l'une des premières étapes consiste à élaborer, en collaboration avec les bureaux régionaux de l'OMS, des directives et des outils techniques relatifs aux exigences liées au RSI(2005). Par exemple, la préparation d'un document sur les exigences en matière de capacités nationales essentielles pour le RSI(2005) est en

cours. Le but de ce document est d'orienter le renforcement des capacités et de fournir un cadre opérationnel aux pays, à la fois par l'identification de l'organisation optimale désirée et des fonctions essentielles requises pour le RSI(2005). Les publics cibles sont les hauts responsables de la santé et les autorités nationales.

L'expérience acquise grâce au portail Internet mis au point par LYO a montré la valeur d'une plate-forme virtuelle pour accéder aux informations et pour les échanger. Cet outil sera encore développé pour devenir un centre de ressources de l'OMS sur le RSI et élargi pour inclure des sections destinées au grand public.

Grâce à sa vaste expérience de la formation, LYO continuera d'œuvrer à la définition d'objectifs de formation et d'élaborer de nouvelles initiatives sur l'éducation en matière de RSI pour différents types d'acteurs impliqués dans la mise en œuvre du RSI(2005). Des discussions ont également été engagées avec l'Université de Lyon à propos d'un Master européen de sécurité en santé publique pour lequel LYO prend en charge l'élaboration du programme.

Le travail portant sur les exigences liées au RSI aux points d'entrée est un tout nouveau domaine pour le Bureau de Lyon. Des professionnels possédant les compétences requises seront recrutés en 2007, et travailleront en collaboration étroite avec le Groupe de travail « transports » sur la question des points d'entrée internationaux, dont la troisième réunion est prévue à Lyon au cours du premier semestre 2007.

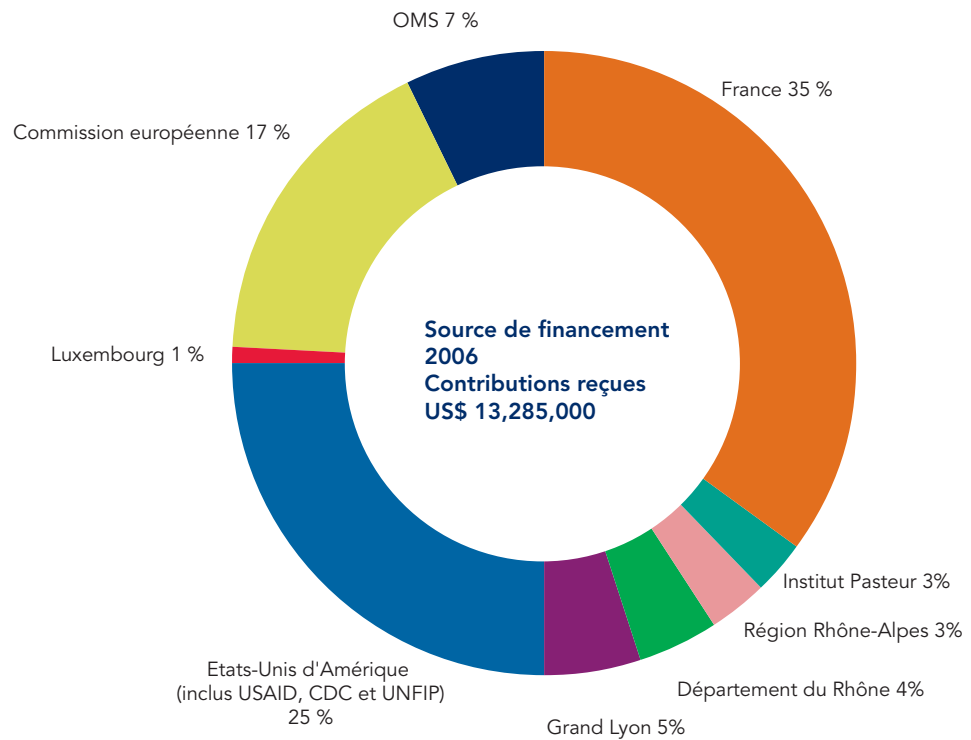
En 2007, les outils pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du RSI seront encore améliorés. L'OMS est engagée à deux niveaux :

- surveiller les progrès et évaluer les réalisations des pays en matière de la mise en œuvre du RSI(2005) au vu des échéances énoncées dans la résolution WHA58.3 ;
- apporter une assistance technique aux pays pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du RSI(2005).

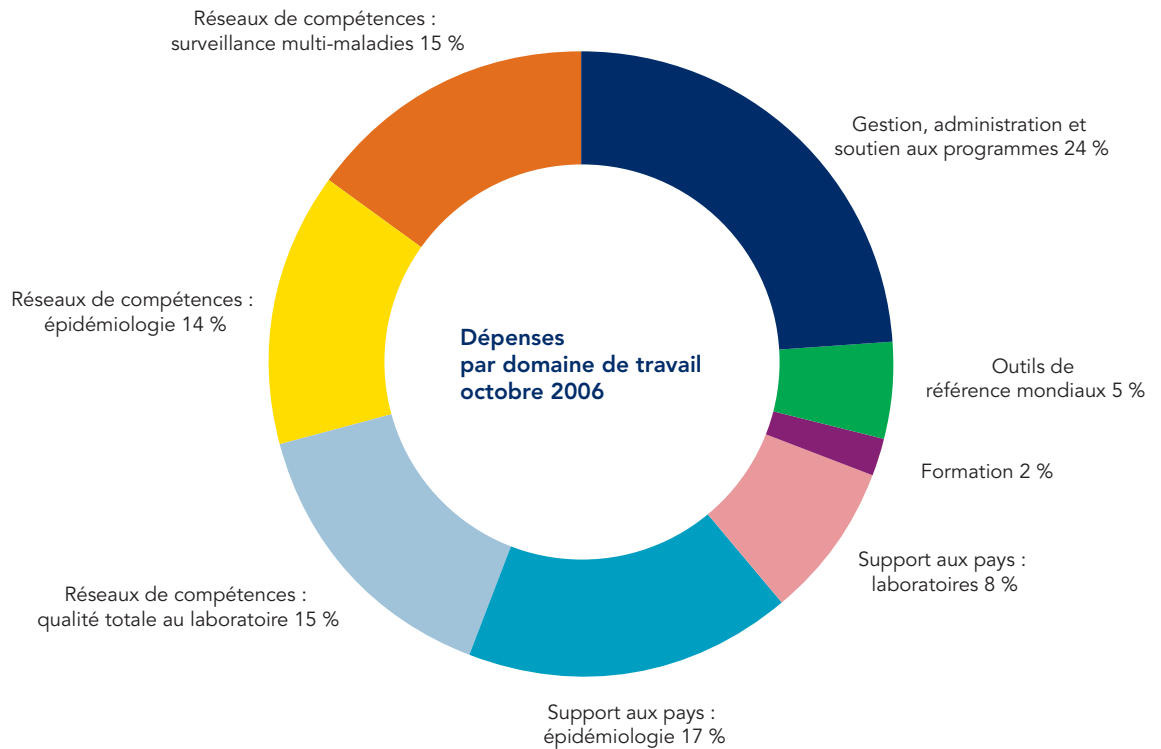
LYO poursuivra également sa collaboration avec ses collègues d'EPR et d'autres départements de l'OMS à Genève afin de fournir à leur demande les ressources humaines et techniques nécessaires pour répondre aux flambées dans les situations d'urgence.

RÉSUMÉ FINANCIER

Le graphique 1 résume toutes les contributions reçues de janvier à octobre 2006, totalisant US\$ 13,285,000.



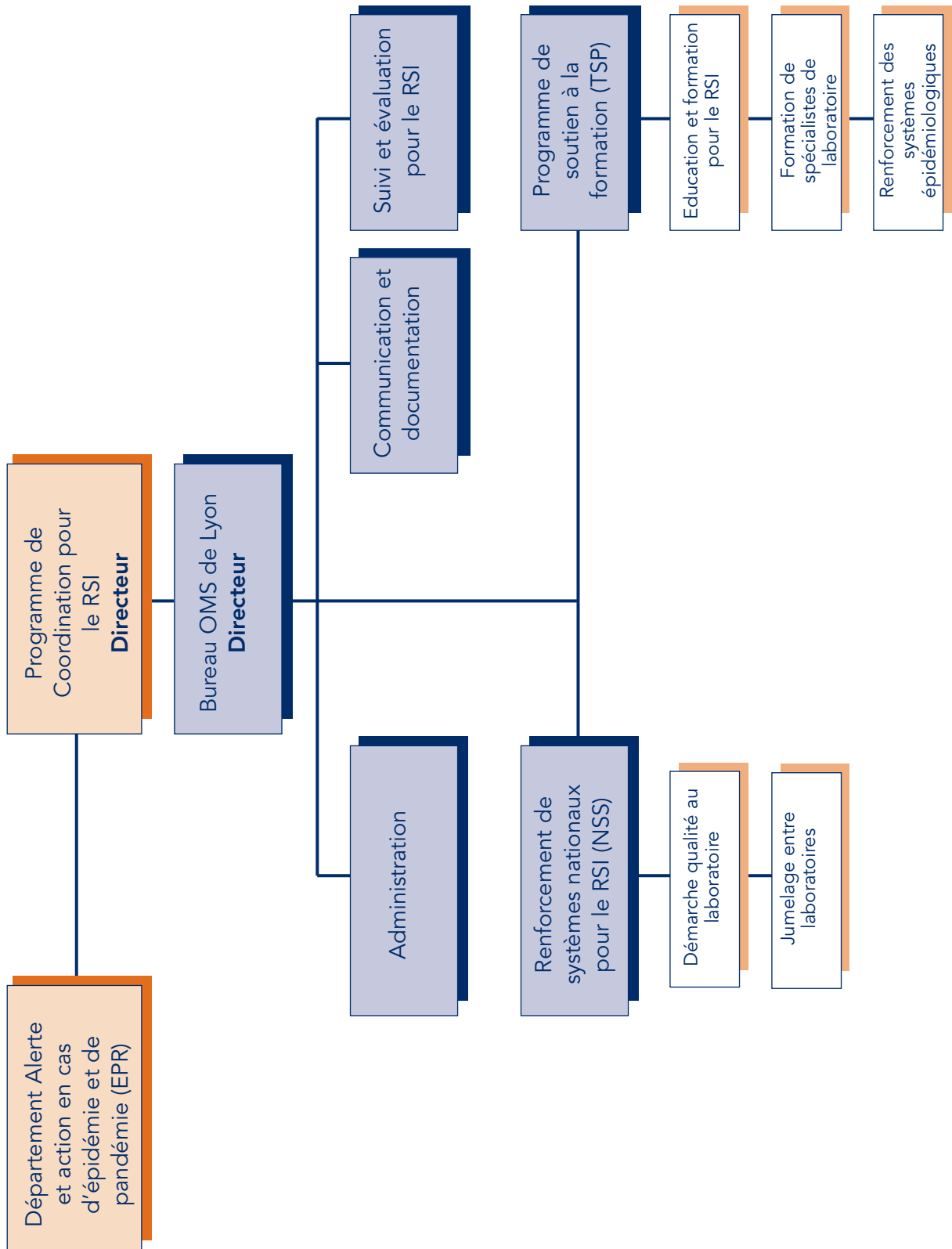
Le graphique II montre les dépenses par domaine de travail de janvier à octobre 2006.



ANNEXES

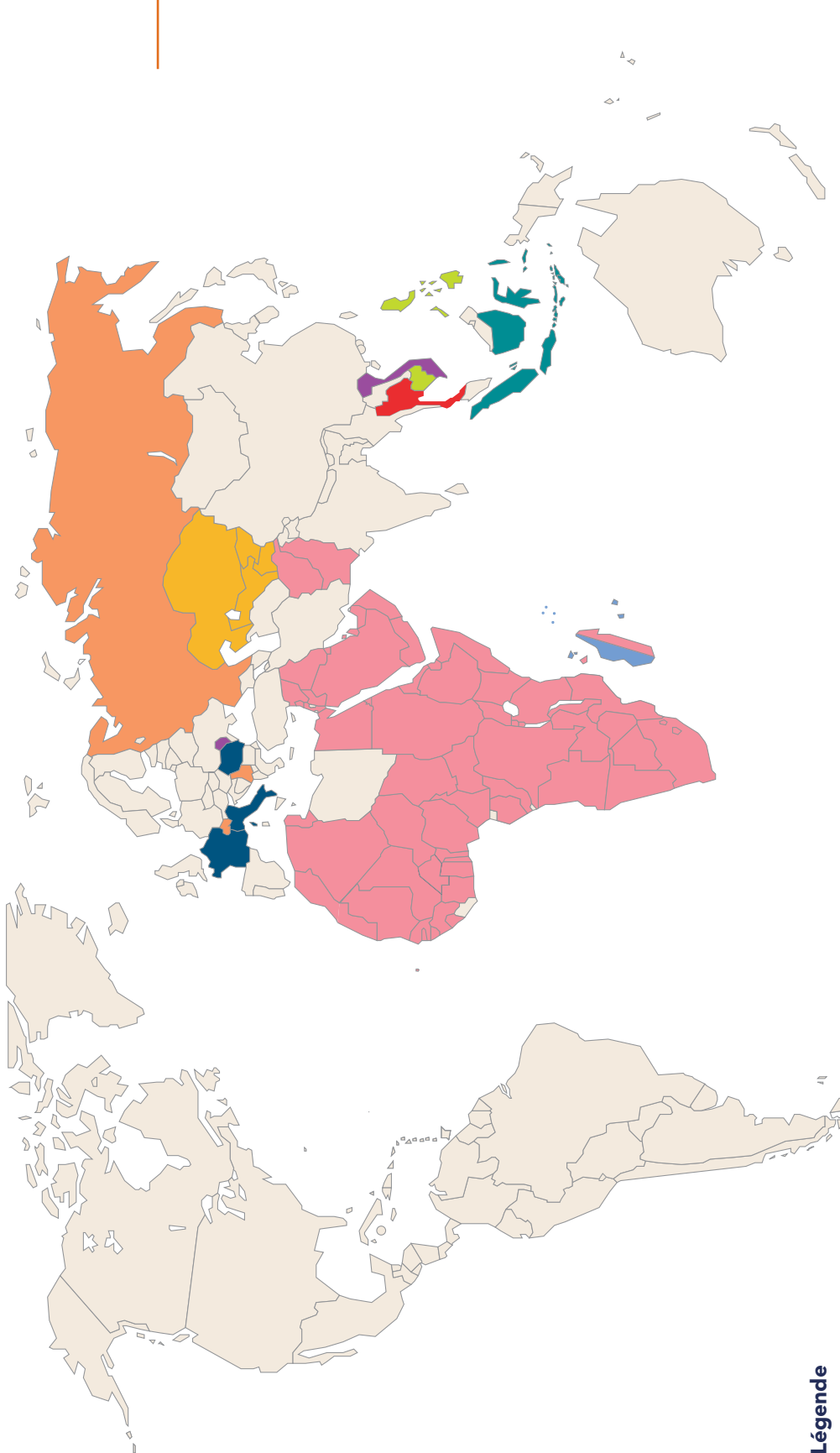
Annexe 1

Organigramme du Bureau OMS de Lyon (décembre 2006)



Annexe 2

Principales activités menées dans les pays en 2006



Légende

- Soutien à la sous-unité du Bureau régional OMS pour l'Asie du sud-est
- Renforcement des capacités de laboratoire en Asie centrale
- Evaluation des laboratoires de diagnostic rapide du paludisme
- Renforcement des capacités de laboratoire post-tsunami
- Animation de cours de formation
- Réseau régional de surveillance des pays de l'Océan indien
- Programme bilatéral pour les spécialistes de laboratoire
- Evaluation Externe de la Qualité
- Appui durant l'épizootie de grippe aviaire

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation mondiale de la Santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au statut des frontières administratives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

Source des données: Bureau OMS de Lyon pour la préparation et la réponse des pays aux épidémies
 Production cartographique: Programme de Coopération pour le RS1, Groupe de cartographie des maladies émergentes (CEM), Maladies Transmissibles (CDS)
 Organisation mondiale de la Santé
 © OMS 2007. Tous droits réservés

Annexe 3

Donateurs

Gouvernements

Etats-Unis d'Amérique

France

Italie

Luxembourg

Pays-Bas

Fondations privées

Fondation Bill & Melinda Gates, Seattle, Etats-Unis d'Amérique

Fondation des Nations Unies, Washington, Etats-Unis d'Amérique

Fondation panaméricaine pour la santé et l'éducation, Washington Etats-Unis d'Amérique

Fondation Rockefeller, New York, Etats-Unis d'Amérique

Institutions nationales et internationales

Centers for Disease Control and Prevention, Atlanta, Etats-Unis d'Amérique

Commission Européenne, Bruxelles, Belgique

European Programme for Intervention Epidemiology Training (EPIET), Solna, Suède

Fonds des Nations Unies pour les Partenariats internationaux (FNUPI), New York, Etats-Unis d'Amérique

Institut national de Veille sanitaire (InVS), Saint-Maurice, France

Institut Pasteur, Paris, France

United States Agency for International Development (USAID), Washington, Etats-Unis d'Amérique

Autorités locales

Grand Lyon

Département du Rhône

Région Rhône-Alpes

Annexe 4

Institutions collaboratrices

| Institution | Ville | Pays | Type d'institution |
|--|----------------|-----------------------|--|
| Institut national des maladies transmissibles (NICD) | Johannesburg | Afrique du Sud | Institut national |
| Force de défense nationale d'Afrique du Sud (SANDF) | Pretoria | Afrique du Sud | Institut national |
| Institut Robert Koch | Berlin | Allemagne | Institut national |
| Université de Technologie de Darmstadt | Darmstadt | Allemagne | Institut national |
| INSTAND – Centre collaborateur de l'OMS pour l'assurance qualité et standardization en biologie médicale | Dusseldorf | Allemagne | Centre collaborateur de l'OMS |
| Institut Bernhard Nocht de Médecine tropicale | Hambourg | Allemagne | Institut national |
| Institut de Virologie | Marburg | Allemagne | Institut national |
| Centre collaborateur de l'OMS de référence de virus et de recherche | Melbourne | Australie | Centre collaborateur de l'OMS |
| Institut de Médecine tropicale Prince Léopold | Anvers | Belgique | Institut national |
| Centre Muraz | Bobo-Dioulasso | Burkina Faso | Organisation internationale |
| Centre de surveillance multi-maladies | Ouagadougou | Burkina Faso | Organisation internationale |
| Institut Pasteur du Cambodge | Phnom Penh | Cambodge | Secteur privé |
| Centre Pasteur du Cameroun | Yaoundé | Cameroun | Secteur privé |
| International Federation of Biomedical Laboratory Science | Hamilton | Canada | Association/organisation non gouvernementale |
| Santé Canada | Winnipeg | Canada | Institut national |
| Université de Hong Kong, Département de géographie | Hong Kong | Chine | Institut national |
| Unité 3 de recherche de l'Armée navale des Etats-Unis (NAMRU-3) – Centre collaborateur de l'OMS pour la surveillance des maladies infectieuses émergentes et ré-émergentes | Le Caire | Egypte | Centre collaborateur de l'OMS |
| Centers for Disease Control and Prevention (CDC) | Atlanta | Etats-Unis d'Amérique | Institut national |
| Centre collaborateur de l'OMS pour les shigelles, Centers for Disease Control and Prevention (CDC) | Atlanta | Etats-Unis d'Amérique | Centre collaborateur de l'OMS |
| Réseau de formation des laboratoires nationaux | Atlanta | Etats-Unis d'Amérique | Institut national |
| Training Programs in Epidemiology and Public Health Interventions Network Inc (TEPHINET) | Atlanta | Etats-Unis d'Amérique | Association/organisation non gouvernementale |
| COLA | Baltimore | Etats-Unis d'Amérique | Secteur privé |
| Réseau de formation des laboratoires nationaux, Bureau du nord-est | Boston | Etats-Unis d'Amérique | Institut national |
| American Society of Tropical Medicine and Hygiene | Northbrook | Etats-Unis d'Amérique | Institut national |
| Scientific Technologies Corporation | Tucson | Etats-Unis d'Amérique | Secteur privé |
| American International Health Alliance | Washington | Etats-Unis d'Amérique | Association/organisation non gouvernementale |
| American Society for Microbiology | Washington | Etats-Unis d'Amérique | Association/organisation non gouvernementale |
| Association des laboratoires de santé publique (APHL) | Washington | Etats-Unis d'Amérique | Association/organisation non gouvernementale |
| Université Bordeaux 2 Victor Segalen | Bordeaux | France | Institut national |
| Agence Rhône-Alpes pour le développement des Technologies médicales et de Biotechnologies (ARTEB) | Lyon | France | Institut national |
| Biologie Sans Frontières | Lyon | France | Association/organisation non gouvernementale |
| BioMérieux | Lyon | France | Secteur privé |
| BioVision, Forum mondial des Sciences de la Vie | Lyon | France | Secteur privé |
| Centre Européen de Santé Humanitaire (CESH) | Lyon | France | Institut national |
| Centre International de Formation des Acteurs Locaux (CIFAL), Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) | Lyon | France | Institut national |
| Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC) | Lyon | France | Organisation internationale |
| Direction du Service de Santé en Région Terre sud-est, Armée Santé Lyon | Lyon | France | Institut national |

| | | | |
|---|---------------|-------------|--|
| Ecole nationale vétérinaire de Lyon (ENVL) | Lyon | France | Institut national |
| Ecole normale supérieure de Lyon (ENS) | Lyon | France | Institut national |
| Fondation Mérieux | Lyon | France | Secteur privé |
| Fondation scientifique de Lyon | Lyon | France | Association/organisation non gouvernementale |
| Hôpital de la Croix-Rousse | Lyon | France | Institut national |
| Hôpital Edouard Herriot | Lyon | France | Institut national |
| Hospices civils de Lyon | Lyon | France | Institut national |
| Laboratoire P4 Jean Mérieux INSERM | Lyon | France | Institut national |
| Trace Element, Institut pour l'UNESCO | Lyon | France | Organisation internationale |
| Université Claude Bernard Lyon 1 | Lyon | France | Institut national |
| Hôpital des Armées Laveran | Marseille | France | Institut national |
| Institut de Médecine tropicale du Service de Santé des Armées (IMTSSA) - Centre collaborateur OMS de référence et de recherche pour les méningocoques | Marseille | France | Centre collaborateur de l'OMS |
| Agence Française de Développement (AFD) | Paris | France | Institut national |
| Agence spatiale européenne | Paris | France | Organisation internationale |
| Association pour l'Aide à la Médecine préventive (AMP) | Paris | France | Secteur privé |
| CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement | Paris | France | Institut national |
| Epicentre - Centre collaborateur de l'OMS pour la recherche en épidémiologie et la réponse aux maladies émergentes | Paris | France | Centre collaborateur de l'OMS |
| Faculté de pharmacie, Laboratoire de parasitologie, Université Paris 5 | Paris | France | Institut national |
| Institut de Recherche pour le Développement (IRD) | Paris | France | Institut national |
| Institut Pasteur | Paris | France | Secteur privé |
| Laboratoire de bactériologie, Groupe hospitalier Bichat-Claude Bernard | Paris | France | Institut national |
| Médecins Sans Frontières | Paris | France | Association/organisation non gouvernementale |
| Organisation mondiale de la Santé animale | Paris | France | Organisation internationale |
| Réseau mondial de formation pour le développement, Banque mondiale | Paris | France | Organisation internationale |
| Société de Pathologie Exotique | Paris | France | Institut national |
| Institut national de Veille sanitaire (InVS) | Saint-Maurice | France | Institut national |
| Réseau d'Epidémiologie clinique international francophone (RECIF) | Saint-Maurice | France | Organisation internationale |
| Institut Noguchi pour la recherche médicale | Accra | Ghana | Institut national |
| Institut Pasteur hellénique | Athènes | Grèce | Secteur privé |
| Laboratoire de bactériologie clinique, Université de Crète | Héraklion | Grèce | Institut national |
| Commission de l'Océan indien | Quatre Bornes | Ile Maurice | Organisation intergouvernementale |
| Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) | Rome | Italie | Organisation internationale |
| Département des sciences biomédicales, Université de Sassari | Sassari | Italie | Institut national |
| Institut national des maladies infectieuses | Tokyo | Japon | Institut national |
| African Medical and Research Foundation | Nairobi | Kenya | Organisation internationale |
| Institut de recherche médicale du Kenya | Nairobi | Kenya | Institut national |
| Institut Pasteur de Madagascar | Antananarivo | Madagascar | Secteur privé |
| Institut national d'hygiène | Rabat | Maroc | Institut national |
| Centre de recherches médicales et sanitaires (CERMES) | Niamey | Niger | Institut national |
| Laboratoires centraux de santé publique | Muscat | Oman | Institut national |

| | | | |
|--|-------------|-----------------------------|--|
| Institut Pasteur de Bangui | Bangui | République centrafricaine | Secteur privé |
| Laboratoires de références de la République islamique d'Iran | Téhéran | République islamique d'Iran | Institut national |
| Institut Cantacuzène | Bucarest | Roumanie | Institut national |
| Programme communautaire européen PHARE | Bucarest | Roumanie | Institut national |
| Liverpool School of Tropical Medicine | Liverpool | Royaume-Uni | Institut national |
| City University | Londres | Royaume-Uni | Institut national |
| Health Protection Agency | Londres | Royaume-Uni | Institut national |
| London School of Hygiene and Tropical Medicine | Londres | Royaume-Uni | Institut national |
| Medical Research Council | Londres | Royaume-Uni | Institut national |
| Institut Pasteur de Dakar | Dakar | Sénégal | Secteur privé |
| Institut de santé publique de Serbie BATUT | Belgrade | Serbie et Monténégro | Institut national |
| Institut de Virologie, de Vaccins et de Sérums TORLAK | Belgrade | Serbie et Monténégro | Institut national |
| Projet des Nations Unies pour le Renforcement des services de laboratoires de santé publique en Serbie | Belgrade | Serbie et Monténégro | Secteur privé et public |
| European Programme for Intervention Epidemiology Training (EPIET) | Solna | Suède | Organisation internationale |
| Institut suédois de lutte contre les maladies infectieuses – Centre collaborateur de l'OMS pour les arbovirus, la biosécurité, les fièvres hémorragiques et les infections sexuellement transmissibles | Solna | Suède | Centre collaborateur de l'OMS |
| European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) | Stockholm | Suède | Organisation internationale |
| Institut tropical suisse | Bâle | Suisse | Institut national |
| Centre suisse de Contrôle de Qualité – Centre collaborateur de l'OMS pour l'assurance de la qualité au laboratoire | Genève | Suisse | Centre collaborateur de l'OMS |
| International Association for Biologicals | Genève | Suisse | Association/organisation non gouvernementale |
| Programme des Nations Unies pour le Développement international (PNUD) | Genève | Suisse | Organisation internationale |
| Université de Genève | Genève | Suisse | Institut national |
| Ecole polytechnique fédérale | Lausanne | Suisse | Institut national |
| Université de Mahidol, Faculté de Médecine tropicale | Bangkok | Thaïlande | Institut national |
| Département de sciences médicales | Nonthaburi | Thaïlande | Institut national |
| Centre asiatique de préparation aux catastrophes | Pathumthani | Thaïlande | Organisation internationale |
| University de Benin | Lomé | Togo | Institut national |
| Institut Pasteur de Tunis | Tunis | Tunisie | Institut national |